



SEANCE DU BUREAU DU 16 JANVIER 2020
DECISION N° 2020-009- DB

Date d'affichage : 17 janvier 2020		Le seize janvier deux mille vingt à 14 heures 00, les conseillers de la Communauté d'Agglomération se sont réunis salle des séances Lucien Méhel au siège de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire, 11 rue du Maréchal Leclerc à Saumur, sur convocation faite par Monsieur Jean-Michel MARCHAND, Président de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire, le neuf janvier deux mille vingt.
Nombre de membres :	23	
En exercice :	23	
Quorum :	12	
Présents :	16	Membres présents en séance :
Excusé(s) :	6	Présents : (16)
dont pouvoir(s) :	3	Jean-Michel MARCHAND, Isabelle DEVAUX, Michel PATTEE, Lionel FLEUTRY, Armel FROGER, Jean-Yves FULNEAU, Jackie GOULET, Anatole MICHEAUD, Eric MOUSSERION, Guy BERTIN, Sylvie BEILLARD, Jean-Luc LHEMANNE, Marc BONNIN, Patrice VERITE, Denis SAULEAU, Jean-Marie POIRON.
Absent(s) :	1	
Nombre de votants :	19	
Secrétaire de séance :		Excusé(s) : (6)
Mme Sylvie BEILLARD.		Jérôme HARRAULT, Rodolphe MIRANDE, Sophie SARAMITO, Sophie TUBIANA, Jacky BOUCHENOIRE, Béatrice BERTRAND
		Dont excusé(s) ayant donné pouvoir : (3)
		Jérôme HARRAULT à Michel PATTEE, Sophie TUBIANA à Jean-Michel MARCHAND, Béatrice BERTRAND à Isabelle DEVAUX
		Absent(s) : (1)
		Christian RUAULT

RÉSEAU DE TRANSPORT DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION SAUMUR VAL DE LOIRE :
MODIFICATION DU RÈGLEMENT D'EXPLOITATION 2020-2021

Les conditions dans lesquelles les usagers peuvent utiliser le réseau de transport de voyageurs Saumur Agglobus sont définies dans le règlement d'exploitation, son annexe à l'attention des scolaires et son annexe sur le service de transport à la demande, approuvés par décision n° 2019-072 DB du Bureau de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire en date du 25 avril 2019.

En application de l'article 13 de ce règlement, toute modification doit être soumise à approbation. C'est pourquoi le Bureau est invité à délibérer sur les points présentés ci-après :

Sur proposition de la Commission « Mobilités » du 5 décembre 2019, le Bureau est appelé à arrêter les principes suivants concernant les article 2 et 5 de l'annexe 1 du règlement et l'ajout du règlement AVAE en annexe 3 :

- la carte de transport scolaire et l'équipement de sécurité seront à récupérer à l'Agence de Saumur Agglobus après la 1ère semaine de la rentrée scolaire si inscription tardive ;
- le paiement de la carte annuelle s'effectue au trimestre ;
- les modalités de remboursement de la carte de transport scolaire sont modifiées du fait du paiement au trimestre de cette dernière : retour avant le 20 septembre : pas de facturation, retour avant le 31 décembre de l'année N : facturation du 1er trimestre ; retour avant le 31 mars de l'année N+1 : facturation du 1er et 2ème trimestres et retour après le 31 mars : facturation de l'ensemble des trimestres.
- l'ajout de sanctions supplémentaires pour le non-port de brassard ou gilet jaune et pour la ceinture non bouclée.

Vu les articles L.5211-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, selon lesquels les dispositions relatives d'une part au fonctionnement du conseil municipal, d'autre part au maire et aux adjoints sont applicables au fonctionnement de l'organe délibérant, ainsi qu'au président et aux membres de l'organe délibérant des établissements publics de coopération intercommunale ;

Vu l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, aux termes duquel le Président et le bureau peuvent recevoir délégation d'une partie des attributions de l'organe délibérant ;

Vu la délibération n° 2017-013 DC du 2 février 2017 votée par le Conseil de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire portant délégation au Bureau d'une partie de ses attributions, modifiée par la délibération n°2017/154 du 22 juin 2017, n° 2018/073 DC du 19 avril 2018, n° 2018/085 DC du 31 mai 2018, n° 2018/090 DC du 4 juillet 2018 et 2018/151 DC du 15 novembre 2018;

Vu la délibération de la Communauté d'Agglomération n°2018-047 DB du 29 mars 2018 portant approbation du nouveau règlement d'exploitation du réseau de transports de voyageurs Saumur Agglobus et son annexe à l'attention des scolaires.

Vu la délibération de la Communauté d'Agglomération n°2018-093 DB du 21 juin 2018 portant approbation du règlement du service de transport à la demande Saumur Agglobus.

Vu la délibération de la Communauté d'Agglomération n° 2019-072 DB du 25 avril 2019 portant approbation du nouveau règlement d'exploitation du réseau de transports de voyageurs Saumur Agglobus, son annexe à l'attention des scolaires et son annexe pour le service de transport à la demande.

Vu la délibération de la Communauté d'Agglomération n° 2019-037 DB du 28 février 2019 portant approbation du règlement du service AVAE.

Vu l'avis favorable de la commission « transport, mobilité et numérique » du 5 décembre 2019,

Considérant l'exposé ci-dessus,

Il est proposé au Bureau Communautaire :

– **D'APPROUVER** les modifications du règlement d'exploitation du réseau de transports de voyageurs Saumur Agglobus, son annexe n°1 à l'attention des scolaires, son annexe n° 2 concernant le service de transport à la demande et son annexe n°3 concernant le service AVAE, joints à la présente délibération applicable à compter du 1er juin 2020.

Le Bureau est invité à en délibérer.


Le Bureau, après en avoir délibéré, approuve la proposition à l'unanimité.

Résultat des votes : Pour = 19 ; Contre = 0 ; Abstention = 0

Date de transmission en sous-préfecture :

Date de réception en sous-préfecture :

Insertion au Recueil des Actes Administratifs
du 1er trimestre 2020

Pour le Bureau et pour extrait conforme
Le Président de la Communauté d'Agglomération
Saumur Val de Loire,

Jean-Michel MARCHAND



Matière de l'acte	8 Domaine et compétence par thèmes	8.7 Transports
-------------------	------------------------------------	----------------

En vertu de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative « la juridiction ne peut être saisie que par voie de recours formé contre une décision, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée. Lorsque la requête tend au paiement d'une somme d'argent, elle n'est recevable qu'après l'intervention de la décision prise par l'administration sur une demande préalablement formée devant elle. »